

2	0	2	5	-	0	
---	---	---	---	---	---	--



MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Conformément au Code de la commande publique (CCP) :

Procédure adaptée	Marché de Travaux	Allotis
Art. L.2123-1 Art. R.2123-1	Art. L1111-2	Art. L2113-10 Art. R2113-1

TRANSFORMATION DE LOCAUX TECHNIQUES EN LOCAL RECEVANT DU PUBLIC OLLIERES

Remise des plis (offres) pour le 16 - 02 -2026 à 18Heures

Le Maître d'Ouvrage est le pouvoir adjudicateur

La Commune de OLLIERES
Hôtel de ville
28, place Frederic MISTRAL
83470 OLLIERES
Tel : 04.94.78.02.33
Email : mairie@ollieres.fr

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	3
1.1 - Objet.....	3
1.2 - Mode de passation	3
1.3 - Type et forme de contrat	3
1.4 - Décomposition de la consultation	3
1.5 - Nomenclature	4
1.5.1 - Pour l'opération dans sa globalité	4
1.5.2 - Par lot.....	4
1.6 - Réalisation de prestations similaires	5
2 - Conditions de la consultation	5
2.1 - Délai de validité des offres	5
2.2 - Forme juridique du groupement	5
2.3 - Variantes	5
3 - Les intervenants	5
3.1 - Maîtrise d'œuvre	5
3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier.....	6
3.3 - Contrôle technique.....	6
3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	6
4 - Conditions relatives au contrat.....	6
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	6
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	6
5 - Contenu du dossier de consultation	6
6 - Présentation des candidatures et des offres	7
6.1 - Documents à produire	7
6.2 - Visites sur site	8
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	9
7.1 - Transmission sous support papier	9
7.2 - Transmission électronique.....	9
8 - Examen des candidatures et des offres.....	10
8.1 - Sélection des candidatures.....	10
8.2 - Attribution des marchés.....	10
8.3 - Suite à donner à la consultation	11
9 - Renseignements complémentaires.....	11
10 – Procédures de recours	11

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Extension de l'espace communal

Lieu d'exécution :
OLLIERES

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée. Elle est soumise aux dispositions des articles L.2123-1 R.2123-1 27 du Code de la Commande Publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations ne sont pas réparties

LOT : MACRO LOT UNIQUE

Les candidats ont la possibilité de sous traiter avec accord du M.OU.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est la suivante :

1.5.1 - Pour l'opération dans sa globalité

	Code	Description
Objet principal	45000000-7	Travaux de construction
Objets supplémentaires	45300000-0	Travaux d'équipement du bâtiment
	45213252-4	Travaux de construction d'ateliers
Descripteurs supplémentaires	AB05-4	Béton
	AA01-1	Métal
	IA36-4	Pour bâtiment

1.5.2 – corps d'état

maçonnerie	Code	Description
Objet principal	45223220-4	Travaux de gros œuvre
Objets supplémentaires	45223500-1	Structures en béton armé
	45262522-6	Travaux de maçonnerie
	45443000-4	Travaux de façade
Descripteurs supplémentaires	AB05-4	Béton
	IA05-1	Travaux de finition
	IA42-2	Murs

Cloisons isolation sol	Code	Description
Objet principal	45261420-4	Travaux d'étanchéification
Objets supplémentaires	45261410-1	Travaux d'isolation de toiture
Descripteurs supplémentaires	CA01-3	Imperméable
	IA37-7	Pour isolation

Menuiserie aluminium	Code	Description
Objet principal	45421000-4	Travaux de menuiserie
Objets supplémentaires	45421100-5	Pose de portes et de fenêtres et d'éléments accessoires
	44316500-3	Serrurerie
Descripteurs supplémentaires	AA02-4	Aluminium
	IA04-8	Extérieur

Electricité	Code	Description
Objet principal	45311100-0	Travaux de câblage et d'installations électriques
Objets supplémentaires	45311100-1	Travaux de câblage électrique
	45311200-2	Travaux d'installations électriques
	45314000-1	Installation de matériel de télécommunications
Descripteurs supplémentaires	JA01-1	Pour matériel informatique
	JA10-8	Pour l'internet
	KA04-1	Pour installations électriques

Faux plafond Menuiserie bois	Code	Description
Objet principal	44115800-7	Aménagements intérieurs de bâtiment
Objets supplémentaires	45320000-6	Travaux d'isolation
	45432111-5	Travaux de pose de revêtements de sols souples
	45421146-9	Mise en place de plafonds suspendus
	45421131-1	Pose de portes
	45410000-4	Travaux de plâtrerie
Descripteurs supplémentaires	AB13-8	Bois
	CA53-9	Coupe-feu
	IA08-0	Sols
	IA09-3	Intérieur
	IA37-7	Pour isolation

Plomberie sanitaires	Code	Description
Objet principal	45332000-3	Travaux de plomberie et de pose de conduits d'évacuation
Objets supplémentaires	45330000-9	Travaux de plomberie
	45332300-6	Travaux de pose de conduits d'évacuation
	45332400-7	Travaux d'installation d'appareils sanitaires
Descripteurs supplémentaires	AA04-0	Cuivre
	AB11-2	PVC
	AB03-8	Porcelaine ou faïence

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application de la procédure adaptée à l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux du marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau du marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent du marché.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLE

Sans objet

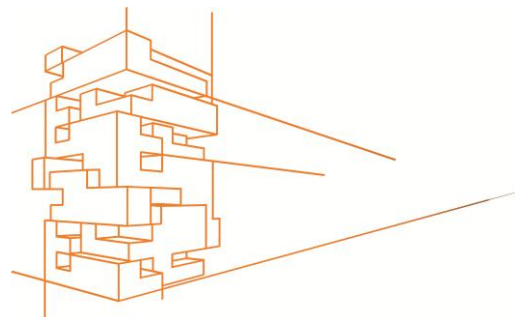
3 - Les intervenants

3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

START ARCHITECTURE
202 Chemin du Moulin 83470 SAINT MAXIMIN LA SAINTE BAUME
TEL : 04 94 86 92 97 / 06 33 88 18 88 - EMAIL : start.architecture@gmail.com
Ordre des Architectes PACA - NATIONAL S18105

Elle est représentée par : Benjamin PETAROSCIA



La mission de maîtrise d'œuvre confiée par le maître d'ouvrage est Mission de base.

3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par :
START ARCHITECTURE

3.3 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par :

A définir

3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par :

A définir

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est laissé à l'initiative du candidat qui devra les préciser à l'acte d'engagement, sans toutefois dépasser les délais plafonds correspondants.
Le calendrier prévisionnel d'exécution visé au CCAP est fourni en annexe de ce document.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes :

- Fonds propres de la collectivité (autofinancement)
- Emprunt
- subventions

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cadre du mémoire technique de synthèse
- La décomposition du prix global forfaitaire
- Le calendrier prévisionnel d'exécution
- Les plans de l'Architecte

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard **10 jours** avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles R2143-3 à R2143-10 du Code de la Commande Publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L5212-1 à L5212-11 du Code du travail	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Niveau	Signature
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels		Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Niveau	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années		Non
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)		Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du		Non

Indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du contrat		Non
Liste du personnel avec la qualification (copie du registre du personnel)		Non

Pour présenter leur candidature, **les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)**. Disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME)

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Oui
Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) accepté sans remarques	Non
Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) accepté sans remarques	Non
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)	Oui
Le cadre du mémoire technique de synthèse	Oui
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat comprenant une liste du personnel avec la qualification et les formations (copie du registre du personnel).	Oui
Les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat	Oui
Un certificat de visite des locaux	Oui

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.2 - Visites sur site

Une visite sur site est obligatoire. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Les conditions de visites sont les suivantes :

La visite des lieux est **obligatoire**

Les candidats devront prendre rendez-vous auprès de :

La Commune de OLLIERES
Hôtel de ville
28 PLACE Frédéric Mistral
83470 OLLIERES
Tel : 04.94.78.02.33
Email : mairie@ollieres.fr

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission sous support papier

SANS OBJET

7.2 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : https://www.marches-securises.fr/entreprise/?module=recherche_consultations2

En revanche, la transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé usb...) n'est pas autorisée.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : word, excel, pdf

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le niveau (**) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://www.referencessmodernisation.gouv.fr>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de **7 jours**.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles R2152-1 à R2152-7 du Code de la Commande Publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera éliminée.

Après négociation, toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour tous les lots

Critères	Pondération
1-Valeur technique- 30 points	60.0 %
2-Prix des prestations-30 points	40.0 %

1 - Le critère de la valeur technique de l'offre sera noté sur 30 points :

Les questions (voir le cadre du mémoire technique de synthèse) seront notées

Questions 1 à 4 sur 5 points.

Pour chaque question, les réponses seront classées en 5 catégories : très satisfaisante (5 points), satisfaisante (4 points), moyen (3 points) passable (2 points) et inacceptable ou non renseignée (0 point).

Question 5 sur 4 points

Pour cette question, les réponses seront classées en 4 catégories : très satisfaisante (4 points), satisfaisante (3 points), passable (2 points) et inacceptable ou non renseignée (0 point).

Questions 6 et 7 sur 3 points

Pour chaque question, les réponses seront classées en 3 catégories : très satisfaisante (3 points), satisfaisante (2 points), passable (1 point) et inacceptable ou non renseignée (0 point).

Les éléments fournis par le soumissionnaire dans ce mémoire technique de synthèse doivent permettre au maître d'ouvrage d'apprécier la valeur technique de l'offre. Ce document doit obligatoirement être fourni dans l'offre renseignée. En l'absence, l'offre sera considérée comme irrégulière.

2 - Le critère du prix sera noté sur 30 points :

Les notes seront établies sur la base de la formule suivante :

$$30 \times \frac{\text{Offre la moins disante}}{\text{Offre du candidat analysée}}$$

En cas d'égalité de points, après application des pondérations énoncées ci-dessus, l'offre la moins disante sera retenue.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations, par phases successives, avec les 2 candidats sélectionnés. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

La négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit soit :

- d'inviter les candidats à se déplacer pour une négociation et dans ce cas, un courrier leur sera adressé, indiquant le jour, l'heure, le lieu et les éléments de la négociation.
- de négocier par courrier, télécopie ou par courriel.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations manquantes le cas échéant. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à **7 jours**. Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

9 - Renseignements complémentaires

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats devront faire parvenir au plus tard **10 jours** avant la date limite de réception des offres, une demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : https://www.marches-securises.fr/entreprise/?module=recherche_consultations2

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, **4 jours** au plus tard avant la date limite de réception des offres.

10 – Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Toulon
5 Rue Racine
83041 TOULON CEDEX 9
Tél : 04 94 42 79 30 - Télécopie : 04 94 42 79 89
Courriel : greffe.ta-toulon@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat,
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé

dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).

- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Greffe du Tribunal administratif de Toulon

5 Rue Racine

83041 Toulon CEDEX 9

Tél : 04 94 42 79 30 - Télécopie : 04 94 42 79 89

Courriel : greffe.ta-toulon@juradm.fr